



Fédération Départementale **des Chasseurs**  
de la Haute-Garonne

Décision n° FDC31-**ACCA CADOURS-RESERVE-2022-05** portant modification de la réserve de chasse et de faune sauvage de

L'Association Communale de Chasse Agréée de CADOURS

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 422-10, L. 422-23, L. 422-27, R. 422-65 à R. 422-68 et R. 422-85,

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2006 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage,

Vu le Décret n° 2019-1432 du 23 décembre 2019 relatif aux missions de service public des fédérations départementales des chasseurs concernant les associations communales de chasse agréées et les plans de chasse individuels,

Vu l'arrêté préfectoral du 25/08/1972 portant agrément de l'Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) de CADOURS,

Vu l'arrêté préfectoral du 28/09/2009 portant modification de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'Association Communale de Chasse Agréée de CADOURS,

Vu la demande de modification de réserve présentée par l'ACCA de CADOURS, en application de la décision de l'assemblée générale le 21/01/2022,

Sur proposition du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Haute-Garonne

DECIDE

**Article 1** – La présente décision vise à la modification de la réserve située sur le territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de CADOURS. Ainsi, les terrains ci-dessous désignés, d'une superficie totale de **67 ha 13 a 72 ca**, sont érigés en réserve :

- **Section ZA Parcelles N°3, 11 à 12, 14, 20 à 22, 24 à 27, 69 à 72, 151 et 152, 166 à 170, 231, 282 et 321**

- **Section B Parcelles N°163 à 164 et 333**

Le plan de situation des parcelles mises en réserve de chasse est joint à la présente décision.

**Article 2** – La mise en réserve des territoires est prononcée pour une durée de cinq ans, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de cinq ans, à compter de la date de signature de la présente décision.

Toute demande de création, de modification ou de suppression d'une réserve de chasse et de faune sauvage doit être adressée à la Fédération départementale des chasseurs.

**Article 3** - Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve de chasse ainsi constituée.

Cependant, lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologique et agro-sylvo-cynégétique, un plan de chasse pourra être exécuté. Les conditions d'exécution de ce plan doivent être compatibles avec la protection du petit gibier et la préservation de sa tranquillité. Son exécution doit être autorisée chaque année, selon le cas, par la décision attributive de plan de chasse ou par l'arrêté approuvant le plan de gestion cynégétique.

**Article 4** – La destruction d'animaux susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD), dont les listes et modalités sont définies par les arrêtés ministériels et préfectoraux en vigueur, s'effectuera par le détenteur du droit de destruction sur le territoire de la réserve de chasse.

Il est également possible pour le(s) garde(s) particulier(s) assermenté(s) de procéder à la destruction des animaux susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD) par tir(s) sous réserve de disposer des accords des propriétaires et fermiers.

Des captures à des fins scientifiques ou de repeuplement peuvent également être autorisées.

**Article 5** – Le territoire de la réserve doit être signalé sur le terrain de façon apparente par l'A.C.C.A. avec des panneaux indiquant « Réserve de Chasse et de Faune Sauvage ». Des panneaux matérialisant la mise en réserve sont apposés aux points d'accès publics à la réserve.

**Article 6** - L'Association Communale de Chasse Agréée de CADOURS s'engage :

- Maintenir la tranquillité des lieux pendant les périodes d'occupation pour l'accueil de l'avifaune migratrice

**Article 7** – L'arrêté préfectoral du 28/08/2009 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de CADOURS est abrogé.

**Article 8** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction administrative territorialement compétente dans un délai de deux mois à compter de sa publication au répertoire des actes officiels de la Fédération.

**Article 9** – La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'Association Communale de Chasse Agréée de CADOURS, sera publiée au répertoire des actes officiels de la Fédération départementale. Elle fera également l'objet d'un affichage en mairie de CADOURS aux lieux habituels d'affichage de cette commune pour une durée d'au moins 10 jours à la diligence du maire, sur demande du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs.

**Article 10** – Les services de la fédération départementale des chasseurs sont chargés de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne ;
- Monsieur le Maire de CADOURS ;
- Monsieur le président de l'ACCA de CADOURS ;
- Monsieur le chef du service départemental de l'Office français pour la biodiversité de de la Haute-Garonne ;

À Toulouse, le 25 juillet 2022

Le Président de la Fédération  
départementale Haute-  
Garonne



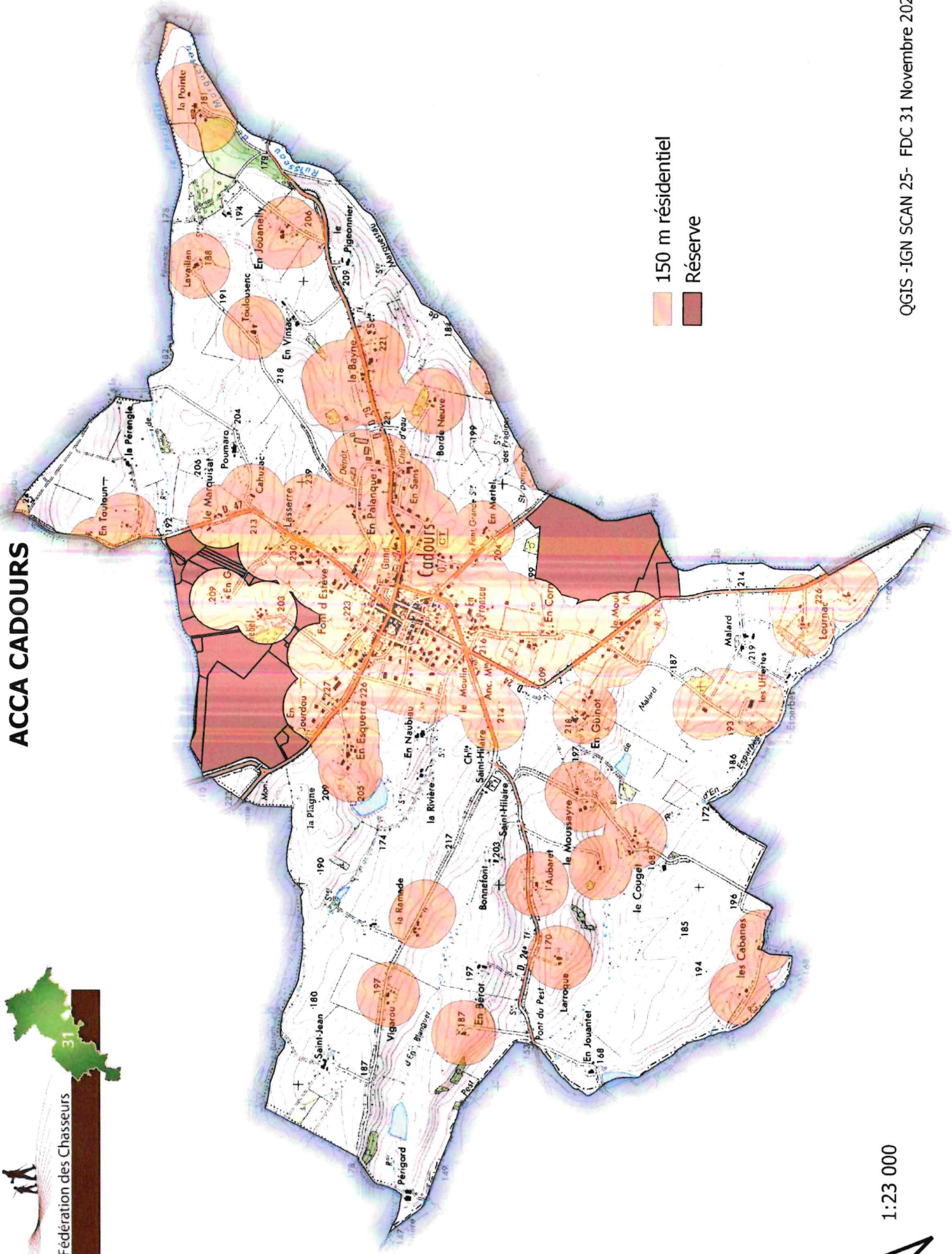
J.B. PORTET



Fédération des Chasseurs

31

# ACCA CADOURS



1:23 000

